



L'école et le fait religieux **Jean Delumeau, décembre 2009**

1 - LE FAIT RELIGIEUX A ÉTÉ ET DEMEURE UNE COMPOSANTE MAJEURE DE L'EXPÉRIENCE HUMAINE

Supposons qu'un cataclysme balaie d'un coup toutes les architectures, peintures, sculptures et toutes les oeuvres culturelles que la religion dans son acception la plus large a suscitées dans le monde depuis des millénaires. N'aurions-nous pas le sentiment d'avoir perdu une grande partie de nos raisons de vivre ? Plus encore, l'humanité pourrait-elle survivre si sa mémoire religieuse venait subitement à lui manquer ?

Aujourd'hui encore, la composante religieuse constitue un fait majeur à l'échelle mondiale. Le fait religieux n'est pas seulement une caractéristique des civilisations qui nous ont précédés, mais une réalité présente sous nos yeux. Les religions ne sont pas des "langues mortes". D'autre part, une meilleure connaissance des sociétés humaines permet aujourd'hui de dessiner une silhouette de "l'homme religieux" qui transcende le temps et les espaces. Il s'agit là d'un constat et d'un acquis de l'anthropologie contemporaine.

On peut affirmer avec certitude que le religieux a commencé à se constituer à partir du moment où nos lointains ancêtres ont voulu donner une sépulture à leurs morts, c'est-à-dire aux environs de 90 000 avant notre ère. On a, en effet, trouvé dans la région de Nazareth des tombes prouvant que, dès cette période, des gens inhumèrent leurs morts avec des rites funéraires. Les animaux ne cherchent pas à donner une sépulture à leurs morts et l'homme a véritablement mérité son nom quand il a honoré ses défunts et cherché à se relier à eux par-delà la mort. En conséquence, du point de vue anthropologique, il existe un vrai danger quand une civilisation oublie ses morts et escamote les rites funéraires. Les pèlerinages, les processions, les champs, les gestes de prière et les temps de silence sont communs à toutes les religions et débordent même le cadre des religions institutionnalisées aujourd'hui, comme s'il y avait une permanence têtue du sacré. On constate, en effet, en Europe la renaissance de pèlerinages remontant au Moyen-Âge et qui étaient quelque peu retombés dans l'oubli, à l'instar du pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle. Un nombre non négligeable de pèlerins allant à Saint-Jacques-de-Compostelle déclarent ne pas être croyants, mais s'astreindre à ce voyage pour "prendre le temps de se retrouver eux-mêmes et de se refaire une santé spirituelle".

Plus généralement, il faut constater avec Danièle Hervieu-Léger que "s'il y a indiscutablement, dans notre Europe sécularisée, un affaissement de la fréquentation des lieux de culte et une flexibilité croissante des observances religieuses, il y a en contrepartie une multiplicité des attentes spirituelles, prolifération des croyances et affirmation d'une religiosité mobile". Il ne faut donc pas identifier l'épuisement d'une certaine forme de religions institutionnalisées avec la fin du religieux lui-même.

2 - L'AMNÉSIE DU FAIT RELIGIEUX CONSTITUE UN DANGER AUQUEL LA LAÏCITE ET LA TOLÉRANCE PEUVENT REMÉDIER

Dans nos pays, l'ignorance croissante de l'histoire religieuse prend des proportions alarmantes et crée un vide dans lequel peuvent s'engouffrer tous les ésotérismes et tous les intégrismes. Elle induit une fragilisation par obscurcissement des repères. Je voudrais citer une anecdote dont j'ai été témoin lorsque je présidais le jury de l'École du patrimoine, laquelle recrute les conservateurs de musées. A l'oral, un candidat qui avait choisi de lui-même d'être interrogé sur la Renaissance tira au sort une reproduction d'un tableau du Pérugin, qui représentait une ascension du Christ. Le candidat ne parvint pas à identifier la scène évoquée par l'artiste et, dans son commentaire, se trompa complètement sur la signification de l'oeuvre. Une autre confusion, plus savoureuse, concerne Vatican II, qu'un étudiant parisien prit un jour pour la villégiature d'été du pape...

Ces anecdotes renvoient au problème plus général de la mémoire. Notre époque se trouve en effet tiraillée à cet égard entre deux attitudes opposées. L'une consiste à rejeter dans une sorte de préhistoire globale toutes les périodes situées chronologiquement en amont de la modernité scientifique et technique. Et ce d'autant plus que la connaissance du passé, et notamment du passé religieux, peut être menacée par l'allègement excessif des programmes scolaires. L'autre attitude, au contraire, se cherche des balises dans le temps et multiplie les anniversaires. Le travail de mémoire effectué par les historiens s'efforce alors de répondre à ces besoins multiformes d'enracinement dans le passé, et il existe même aujourd'hui une Commission nationale des anniversaires.

Dans un esprit à certains égards comparable à la première attitude, on peut être tenté de n'accorder place dans les programmes scolaires qu'à l'histoire contemporaine. Parfois même, des arrière-pensées peuvent se cacher derrière de tels choix : dans la défunte Urss, on faisait l'impasse sur tout le passé chrétien de la Russie. Par ailleurs, si l'on fait l'impasse sur la diffusion du christianisme dans l'Empire romain, on ne comprend pas la constitution et la naissance de l'Europe.

Plus globalement, la simple objectivité et la nécessaire connaissance de nos racines nous invitent à enseigner à nos enfants de l'ex-Chrétienté ce que cette dernière a été, avec ses ombres et ses lumières. Sinon, notre silence ne serait pas sans rapport avec l'action des talibans qui voulurent effacer le souvenir des bouddhas préislamiques. J'ai conscience que mes vœux en faveur d'une part significative d'histoire religieuse dans les programmes scolaires vont à l'encontre des engouements techniques de notre temps et des soucis des parents qui craignent la surcharge des cours. Mais, en reprenant une expression à la mode, il s'agit tout de même d'un "choix de société". Si l'on choisit de rétablir les ponts avec le passé, il faut nécessairement accorder une vraie place au fait religieux dans l'enseignement, dans un climat de tolérance que la laïcité doit permettre d'instaurer.

La tolérance est devenue une des valeurs essentielles de la démocratie et signifie le respect de la religion ou de la non-religion d'autrui, et par extension, le respect des opinions que l'on ne cherche pas à faire triompher par la force ou par la ruse. Pourtant, ce terme a eu d'abord un sens négatif : dans la France du XVI^e siècle, la famille de mots qui tourne autour de "tolérance" désignait des situations que l'on était obligé de souffrir et d'endurer. Il s'agissait de la permission que l'on était contraint d'accorder quand on se trouvait dans une situation de faiblesse, mais que l'on aurait voulu pouvoir refuser. De façon significative, le mot "tolérance" est absent de l'Edit de Nantes, car celui-ci, sans mettre sur le même pied le catholicisme et le protestantisme, accordait tout de même aux protestants l'accès à tous les emplois et la plénitude des droits civiques. La signification positive que nous accordons aujourd'hui au mot "tolérance" a eu du mal à se dégager. Après la révolution anglaise de 1688, le nouveau roi d'Angleterre concéda un *Bill of Tolérance*, c'est-à-dire la liberté de culte aux puritains, à ceux que l'on appelait les Indépendants, mais refusa toute reconnaissance juridique aux papistes et aux athées. La Grande-Bretagne n'a aboli cette législation discriminatoire qu'en 1829.

Soyons sans illusions inutiles : nous ne sommes pas naturellement tolérants. La tolérance est un idéal qu'il faut sans cesse réactiver. Il n'est pas facile de la faire passer dans la loi. Ainsi, dans la Grèce d'aujourd'hui, il est quasiment impossible d'envisager une carrière de fonctionnaire si l'on n'appartient pas à l'église orthodoxe. Quand elle retrouva son indépendance en 1954, la Tunisie offrit aux femmes musulmanes le droit d'épouser un non-musulman, mais cette disposition a été abolie en 1973. En Israël, la liberté de religion est inscrite dans la constitution, mais tous les juifs du pays doivent se marier ou divorcer devant le rabbin. Et Marcuse soutint dans son livre, *La critique de la tolérance*, que "l'idéal de tolérance appartient à une tradition libérale épuisée".

En France désormais, tolérance et laïcité sont liées. Le mot "laïcité" a revêtu, lui aussi, au début, une signification combative : né à la fin du XIX^e siècle, il a d'abord exprimé la volonté d'exclure la religion catholique de tout pouvoir politique et administratif. L'aboutissement de cet affrontement fut la séparation des Églises et de l'Etat en 1905. Aujourd'hui, pour la majorité de nos concitoyens, le mot "laïcité" n'a plus de sens polémique. Il signifie certes que la religion ne doit pas chercher à contrôler l'Etat, que le choix d'une religion ou de la non-religion est libre, mais aussi que l'Etat doit créer les conditions permettant aux religions et à la non-religion de s'exprimer pacifiquement dans la vie quotidienne et sur la place publique.

Dans cet esprit, la laïcité favorise aussi bien la liberté de croire que celle de ne pas croire. Il y a quelques années, le recteur de l'institut de la mosquée de Paris écrivait dans une revue catholique : "La

France connaît un équilibre parfait entre les familles spirituelles, qui a valeur d'exemple pour la cohabitation des religions. Et cela parce que les communautés ont appris à respecter les règles de la laïcité, fondatrice de la République, et les règles de la séparation des cultes. Je considère la laïcité comme un réel progrès qui permet à la spiritualité de se dépouiller au maximum des aspects temporels qui pourraient interférer dans son aire d'expression."

Ainsi, un terrain d'entente existe désormais en France entre tolérance, laïcité et religions. Mais une laïcité éclairée ne peut pas être fondée sur l'ignorance religieuse globale. Ainsi, c'est avec raison, qu'à la suite du rapport Joutard, on a introduit l'histoire du fait religieux dans les programmes scolaires. Cela avait été souhaité par un des grands fondateurs de l'école laïque, Ferdinand Buisson, qui écrivait en 1905 : *"Pour l'éducation d'un enfant qui doit devenir homme, il est bon qu'il ait été tour à tour mis en contact avec les strophes enflammées des Prophètes d'Israël et avec les philosophes grecs, qu'il ait connu et senti quelque chose de la Cité antique. Il sera bon qu'on lui fasse connaître et sentir les plus belles pages de l'Évangile, comme aussi celles de Marc Aurèle, qu'il ait feuilleté comme Michelet toutes les Bibles de l'humanité, qu'on lui fasse traverser, non pas avec prévention et avec un esprit critique, mais avec une chaude sympathie, toutes les formes de civilisations qui se sont succédé. Ce qui sortira de cette étude, ce n'est pas le mépris, la haine, l'intolérance, c'est au contraire une large sympathie, une admiration respectueuse pour toutes les manifestations de la pensée et de la conscience sans cesse en marche vers un idéal sans cesse grandissant."*

Assurément, l'enseignant ne doit pas gommer dans son cours les conflits passés ou présents qui se sont couverts ou qui se couvrent du manteau de la religion. Mais, il lui appartient de pousser souvent l'investigation au-delà de la superficie des faits les plus visibles. Prenons le cas de l'Irlande : au fond des choses, il s'agit d'un conflit résultant d'une colonisation et aboutissant aujourd'hui à une décolonisation qui n'est pas encore achevée. En effet, au début du XVI^e siècle, avant que ne viennent des colons britanniques et protestants, la terre appartenait dans ce pays à des propriétaires irlandais catholiques. En 1681, il n'y avait plus dans l'île que 22% de propriétaires catholiques et ils étaient seulement 5% à la fin du XVIII^e siècle. Autrement dit, la différence religieuse servit de prétexte à une spoliation des terres.

C'est sans doute avec le même regard d'historien qu'il faut essayer de comprendre le "choc des civilisations" que certains, avec Samuel Huntington, croient constater entre l'Islam et l'Occident de tradition chrétienne. Une partie des musulmans diabolise l'Occident, tantôt en le qualifiant de chrétien, tantôt en l'accusant d'être athée. Il s'agit là d'une soif de vengeance, s'expliquant en profondeur par une rancoeur suivie d'une déception. La première découle de la décolonisation ou du moins du statut d'infériorité dans lequel les pays musulmans ont été tenus par l'Occident pendant deux siècles. La déception, elle, vient du fait que ces mêmes pays musulmans ont le plus souvent manqué leur décolonisation dans la seconde moitié du XX^e siècle. La haine des fanatiques de l'islam découle de ces deux frustrations successives, dont les causes ne sont donc pas seulement religieuses.

3 - L'HISTOIRE AU SENS LARGE PEUT ET DOIT AVOIR EN CE DOMAINE UNE ACTION PACIFIANTE ET ECLAIRANTE

Je souhaite, à la fin de ce parcours, insister sur la fonction dédramatisante de l'histoire quand elle s'efforce d'être objective. Certes, les historiens sont des êtres humains, et ils ont inévitablement leurs préférences idéologiques ; l'histoire est donc bien une science humaine, avec les risques que cela comporte. Néanmoins, observer le maximum d'objectivité fait partie de notre code d'honneur. Il ne s'agit pas d'un idéal impossible à atteindre, comme l'exemple suivant invite à le considérer. La ville polonaise de Gdansk, complètement détruite en 1945, avait connu une grande prospérité lorsqu'elle était allemande, qu'elle s'appelait Dantzig et faisait partie de la Hanse. Avant 1945, un grand nombre de ses maisons historiques comportait sur leurs murs des inscriptions en allemand. Lors de la reconstruction, on se posa la question de savoir s'il fallait restituer ces textes qui rappelaient le passé germanique de la ville. Or, décision fut prise de les rétablir effectivement. Il s'agit d'un bel exemple de l'objectivité historique à laquelle nous sommes tous conviés.

Je crois à la mission pacificatrice de l'histoire. Nous ne pouvons certes pas gommer les guerres de religion qui ont jadis ensanglanté l'Europe et qui continuent en différents endroits du monde. Nous ne devons pas plus, sous prétexte d'irénisme, les passer sous silence. Néanmoins, peut-être nous faut-il corriger au moins partiellement notre façon de regarder et de faire voir le passé, et notamment le passé religieux. Aujourd'hui, du haut d'un avion, un homme seul peut détruire en une minute une ville que l'on

avait mis deux mille ans à construire. Nous, historiens, ne devons-nous pas rappeler le lent travail des bâtisseurs ? Dans nos cours, nos manuels et nos émissions télévisées, ne devons-nous pas principalement retenir que les guerres, les crimes et les catastrophes sans apporter aussi le rééquilibrage objectif des réussites et de la générosité ? L'histoire des hommes est-elle seulement, comme l'avait affirmé Hegel, celle d'un grand abattoir ? N'est-elle pas plus encore celle des grandes civilisations qui se sont épanouies dans le temps et dans l'espace ? Il s'agit bien là de ce que pensait Fernand Braudel, lorsqu'il suggérait, il y a presque cinquante ans, une modification en ce sens des programmes d'histoire. Or, une histoire des civilisations doit nécessairement accorder une place importante au fait religieux.